



**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de travaux

Cahier des clauses administratives particulières

C.C.A.P.

Maître d'ouvrage

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche-Comté
Conservation régionale des monuments historiques
39-41 rue Vannerie - 21000 DIJON

Objet de la consultation

| | | |
|--------------|---|--|
| Département | : | Yonne |
| Commune | : | Sens |
| Édifice | : | Palais Archiépiscopal – Aile des écuries Monument historique classé |
| Opération | : | Restauration du clos et du couvert |
| Corps d'état | : | lot n°1 Installation de chantier – Échafaudages lot n°2 Maçonnerie – Pierre de Taille lot n°3 Charpente – Couverture lot n°4 Menuiseries – Ferronnerie – Peinture |

S O M M A I R E

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1^{er} – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| 1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l’entrepreneur..... | 4 |
| 1.2 Tranche et lots..... | 4 |
| 1.3 Contrôle des prix de revient..... | 4 |
| 1.4 Maîtrise d’œuvre..... | 4 |
| 1.5 Contrôle technique..... | 4 |
| 1.6 Coordonnateur SPS..... | 4 |
| ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 6 |
| ARTICLE 3 – CONTENU DES PRIX – MODE D’ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES ACOMPTES TRAVAUX EN RÉGIE..... | 6 |
| 3.1 Contenu des prix..... | 6 |
| 3.2 Mode d’évaluation des ouvrages..... | 7 |
| 3.3 Variation dans les prix..... | 8 |
| 3.4 Règlement des comptes..... | 8 |
| 3.5 Travaux en régie..... | 11 |
| ARTICLE 4 – DÉLAI(S) D’EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES..... | 11 |
| 4.1 Délai d’exécution des travaux..... | 11 |
| 4.2 Prolongation du délai d’exécution..... | 11 |
| 4.3 Pénalités pour retard - Primes d’avances..... | 12 |
| 4.4 Remise en état des lieux..... | 12 |
| 4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution..... | 12 |
| ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ..... | 12 |
| 5.1 Cautionnement..... | 12 |
| 5.2 Avance..... | 12 |
| 5.3 Avances sur matériels..... | 13 |
| ARTICLE 6 – PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..... | 13 |
| 6.1 Provenance des matériaux et produits..... | 13 |
| 6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt..... | 13 |
| 6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits..... | 13 |
| 6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage..... | 13 |
| ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES..... | 13 |
| 7.1 Piquetage général..... | 13 |
| 7.2 Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés..... | 13 |
| ARTICLE 8 – PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX..... | 14 |
| 8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux..... | 14 |

| | |
|--|-----------|
| 8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails..... | 14 |
| 8.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail..... | 14 |
| 8.4 Organisation sécurité et hygiène des chantiers..... | 14 |
| 8.5 Coordination sécurité et protection de la santé..... | 15 |
| 8.6 Dispositions relatives à la sécurité incendie..... | 16 |
| Sécurité incendie du chantier..... | 16 |
| En fin de journée, coupure de courant générale systématique des installations électriques de chantier, par coffret à clé..... | 16 |
| ARTICLE 9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX..... | 16 |
| 9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 16 |
| 9.2 Réception..... | 16 |
| 9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages..... | 17 |
| 9.4 Documents fournis après exécution..... | 17 |
| 9.5 Délai de garantie..... | 17 |
| 9.6 Garanties particulières..... | 17 |
| 9.7 Assurances..... | 17 |
| 9.8 Procédure contentieuse - Arbitrage..... | 17 |
| ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | 17 |

ARTICLE 1^{er} – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur**

Les stipulations du présent C.C.A.P. concernent :

La restauration du clos et couvert de l'aile des écuries du Palais archiépiscopal de Sens (89).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement (AE) du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Tranche et lots

Les travaux seront réalisés en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Les travaux sont divisés en **4 (quatre) lots** numérotés de **1 à 4**, traités par marchés séparés :

lot n°1 Installations communes de chantier – Échafaudages

lot n°2 Maçonnerie – Pierre de Taille

lot n°3 Charpente – Couverture

lot n°4 Menuiserie – Ferronnerie – Peinture

1.3 Contrôle des prix de revient

Le présent marché est soumis au contrôle des prix de revient tel que défini au II de l'article 64 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Monsieur Frédéric DIDIER, Architecte en Chef des Monuments Historiques,
Agence 2BDM
60-62 rue d'Hauteville – 75 010 PARIS
Tél : 01 42 26 76 10 / Fax : 01 42 26 76 22**

1.5 Contrôle technique

NÉANT

1.6 Coordonnateur SPS

La présente opération est soumise à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé conformément aux textes en vigueur suivants :

- Directive Européenne 92-57 du 24 juin 1992
- Loi 93-1418 du 31 décembre 1993
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994
- Décret 95-543 du 4 mai 1995
- Arrêté du 7 mars 1995
- Code du travail

Catégorie : le présent chantier est estimé en catégorie 2 **Coordonnateur de sécurité**

a) Nom (s) et coordonnées

Phase Conception et Phase Réalisation

Le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur de sécurité.

Ses coordonnées sont les suivantes :
Le SPS sera désigné ultérieurement.

b) Le rôle du coordonnateur

Son rôle, comme son nom l'indique sera de coordonner les différents intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de protection de la santé.

c) La mission du coordonnateur

Le coordonnateur prend en compte les principes généraux de prévention.
Il organise et fait respecter la coordination.
Il organise le contrôle d'accès au chantier.
Il élabore le P.G.C. (Plan Général de Coordination, pour les chantiers de niveau I et II) et le tient à jour sur le chantier.
Il ouvre et met à jour le Registre Journal.
Il constitue le D.I.U. (Dossier d'Intervention Ultime).
Il reçoit et diffuse le P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité Santé et de Protection de la Santé).
Il préside le C.I.S.S.C.T. (Collège Interentreprises de Sécurité Santé et des Conditions de Travail pour les chantiers de niveau I).

d) Autorité

Le coordonnateur a délégation du Maître d'Ouvrage pour l'autorité en matière de sécurité et de santé.

Obligation des entreprises

► Clauses générales

- les entreprises devront respecter les obligations de sécurité,
- faire respecter les obligations de sécurité aux sous-traitants,
- faciliter l'intervention du coordonnateur,
- participer au C.I.S.S.C.T. (pour les chantiers de niveau I),
- rédiger le P.P.S.P.S.

► Clauses particulières

Les entreprises devront désigner un interlocuteur pour le coordonnateur de sécurité. Les entreprises devront rédiger et transmettre au coordonnateur les documents ayant trait à la sécurité notamment :

- les plans d'installation de chantier,
- les interférences des grues,
- les notices concernant les éléments de protection individuels et collectifs,
- la rédaction et transmission du P.P.S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter de la notification du leur marché,
- l'obligation de prévenir les sous-traitants de l'obligation de rédaction et de transmission du P.P.S.P.S.
- l'obligation de se conformer aux modalités d'approbation du P.P.S.P.S. par le coordonnateur avant le début des travaux,
- l'obligation d'accompagner le coordonnateur de sécurité sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du P.P.S.P.S.
- l'annonce de l'obligation du C.I.S.S.C.T. (chantier niveau I),
- la prise en compte du projet de règlement du C.I.S.S.C.T. (chantier niveau I),
- l'obligation de viser le registre de la coordination,
- l'obligation de respecter les modalités de gestion des phases provisoires vis à vis de la sécurité des travailleurs et notamment (liste non limitative) :

- * la vérification de la grue,
- * la vérification des installations électriques,
- * la stabilité des échafaudages,
- * la stabilité des étalements,
- * la stabilité des éléments de structure en phase provisoire,
- * la stabilité des dispositifs constructifs de reprise en sous-œuvre,
- * etc...

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) Pièces spécifiques

- Fascicules techniques et modes de métré établis par le ministère de la culture, Direction du Patrimoine

Approuvés en date du 2 mai 1988, relatifs :

Aux ouvrages de pierre de taille, par dérogation au chapitre 13 du fascicule technique des ouvrages de pierre de taille.

Aux ouvrages de maçonnerie, par dérogation au chapitre 17 du fascicule technique des ouvrages en maçonnerie.

b) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E).
- Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Calendrier d'exécution, visé à l'article 4.1 dudit cahier.
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux, assortie des documents ci-après.
- Spécifications techniques des ouvrages (inclus ou annexés au C.C.T.P).
- Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) ou Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour les lots concernés.
- Les plans de l'architecte.

c) Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2.

- Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G).
- Cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) dans sa dernière version.

**ARTICLE 3 – CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES –
VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES ACOMPTES
TRAVAUX EN RÉGIE**

3.1 Contenu des prix

Les prix de chaque marché sont hors T.V.A. (HT) et toutes taxes comprises (TTC) et sont établis :

- en tenant compte des dépenses, liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la Protection de la Santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier ;
- en tenant compte de l'impact des visites de chantier par des groupes d'élèves à qui le travail pourra être expliqué par les ouvriers eux-mêmes
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

| Nature du phénomène | Intensité limite |
|------------------------|--|
| Vent | 70 Km/heure pendant 3 jours consécutifs |
| Pluie | 20 mm/jour pendant 3 jours consécutifs |
| Température (gel) | 0 degré Celsius pendant 3 jours consécutifs |
| Température (canicule) | plus (+) 35 degrés Celsius pendant 3 jours consécutifs |
| Neige | 10 cm d'épaisseur |

3.2 Mode d'évaluation des ouvrages

3.2.1 Règlement des travaux prévus au marché

Pour les lots : 1 à 4

Les ouvrages ou prestations faisant partie du marché sont réglés à Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

Suivant le déroulement des travaux de la présente opération et par dérogation aux articles 15 et 16 du CCAG Travaux en vigueur au 1^{er} Avril 2021, dans l'hypothèse où des prestations du Lot ne sont pas exécutées, la ou les valeurs financières de ces prestations seront déduites du marché de l'Entreprise et ne donneront droit à aucune indemnité ou dédommagement de quelque nature que ce soit au titre du marché.

3.2.2 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction qui seraient la conséquence de modifications que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues aux articles 14 et 15 du C.C.A.G.

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou les prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre.

En cas d'impossibilité absolue d'assimilation des nouveaux ouvrages à ceux prévus initialement, les nouveaux prix seront débattus avant exécution des travaux, suivant les directives de la maîtrise d'œuvre et approuvés par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas de dépassement de l'augmentation limite fixée à cet article.

3.2.3 Constatations des quantités d'ouvrages exécutés

La production d'attachements figurés est obligatoire pour tous les travaux.

Les attachements figurés doivent impérativement comporter les indications suivantes :

- Repérage, dimensionnement et identification des travaux réalisés.
- Plans d'exécutions.

Les dossiers photographiques rendront compte de l'état avant et après restauration des ouvrages les plus importants. Les constats photographiques sont exigés pour tous les échafaudages.

Les attachements écrits et figurés doivent être remis en cinq exemplaires par l'entrepreneur en même temps que les décomptes définitifs partiels correspondants (dérogation au C.C.A.G).

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 Révision des prix

Les prix sont révisibles.

3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0), comme stipulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

3.3.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix de travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux suivants :

| Désignation des lots | Indices |
|---|--------------------------|
| Lot 1 – Installation de chantier – Échafaudages | BT07 |
| Lot 2 – Maçonnerie – Pierre de Taille | BT14 |
| Lot 3 – Charpente – couverture | 30 % BT16B et 70 % BT 30 |
| Lot 4 – Menuiserie – Ferronnerie – Peinture | BT19B |

3.3.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donnée par la formule :

$$Cn = 0.15 + 0.85 (BT/BT0) - \text{arrondi au } 1/1000^{\text{ème}} \text{ supérieur}$$

Dans laquelle :

BT et BT0 sont les valeurs prises pour l'index bâtiment de référence BT respectivement au mois d'exécution des travaux et au mois d'établissement des prix, mois « M0 ».

Par dérogation à l'article 10.44 du C.C.A.G, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de la réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure. Les révisions seront payées en une seule fois, annexées au DGD.

3.3.5 Révision provisoire

Il n'est pas prévu de révision provisoire.

3.3.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4 Règlement des comptes

3.4.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou co-traitants.

3.4.2 Tranche(s) optionnelle (s) : Oui

3.4.3 Décomptes mensuels, décomptes trimestriels et décompte final

Les comptes seront réglés mensuellement suivant les dispositions ci-après :

L'entrepreneur devra remettre à l'économiste ou au maître d'œuvre selon le cas, avant le dix (10) de chaque mois, suivant le mois d'exécution des travaux, Un projet de décompte mensuel se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois précédent.

Ces décomptes seront transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, son projet de décompte accompagné d'une demande de paiement à entête.

A l'issue de trois décomptes mensuels, l'entrepreneur devra produire un mémoire définitif partiel des travaux exécutés correspondant aux travaux qui ont fait l'objet de trois décomptes (en dérogation aux articles 13/3 et 40 du C.C.A.G), la non production de ce mémoire dans les 45 jours qui suivent les trois décomptes intéressés, entraîne la suspension du délai de paiement du deuxième décompte de la série suivant les trois décomptes antérieurs pour lesquels il est demandé un mémoire définitif partiel. Ces mémoires définitifs partiels seront remis en trois (3) exemplaires au vérificateur.

Le décompte final sera remis en **5 exemplaires**.

Par dérogation aux articles 12 du C.C.A.G, les remises des décomptes seront faites en priorité auprès de l'économiste au lieu du maître d'œuvre.

3.4.4 Décomptes mensuels des approvisionnements sur le chantier

Il ne sera payé aucun acompte pour approvisionnement de matériaux ou de matériel.

3.4.5 Paiements des sous-traitants

3.4.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous- traitées.
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes.
 - La date (ou le mois) d'établissement des prix.
 - Les modalités de révision de prix.
 - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- Le comptable assignataire des paiements.
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.4.5.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut réception par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la parité du projet de décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre, au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte.

- Il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant, les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux, fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.4.6 Répartition des dépenses communes de chantier

Dépenses d'investissement:

Les installations de chantier sont à la charge exclusive du **lot n°1 Installation de chantier – Echafaudages.**

Nettoyage de chantier :

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par les C.C.T.P. également pour chaque entreprise (Tri sélectif.)

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

L'entretien régulier des installations de chantier, bureau, bungalows, sanitaires, est à la charge du **lot n°1 Installation de chantier – Echafaudages.**

Dépenses diverses imputées au compte prorata

Le compte prorata sera tenu et géré par un comité de gestion, désigné par l'ensemble des entreprises. Ce comité sera présidé par l'entrepreneur du **lot n° 1** (ou par son représentant accrédité).

L'entrepreneur du lot n°1 procédera au règlement des dépenses ; chacune des entreprises titulaires d'un marché alimentera le fonds de roulement et la trésorerie nécessaire par des avances dont les montants et les fréquences seront fixées par le comité de gestion.

En fin de chantier, la répartition des dépenses communes entre les participants sera assurée par l'entrepreneur du lot n°1.

Un quitus de compte prorata devra être joint obligatoirement au projet de décompte final adressé par l'entrepreneur au maître d'œuvre, pour permettre de solder le marché.

En cas de litige, toute contestation est soumise à l'arbitrage du maître d'œuvre.

Convention interentreprises :

Il devra être passé entre les entreprises, une convention pendant la période de préparation.

Cette convention précisera les modalités d'application relatives au compte prorata et fixera les points non réglés dans le C.C.A.P.

Cette convention ne pourra, en aucun cas, être en contradiction avec les dispositions stipulées au C.C.A.P.

Cette convention ne pourra, en aucun cas, être en contradiction avec les dispositions stipulées au C.C.A.P. et autres documents contractuels ; elle sera obligatoirement communiquée au maître d'œuvre, et au maître d'ouvrage pour information, dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Dépenses imputées au compte prorata :

Les dépenses ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire :

- consommation d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- frais de remise en état de la voirie ou des locaux existants, des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - * l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert
 - * les dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé
 - * la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers
- bennes pour évacuation des gravats et déblais divers stockés ; elles seront mises en place par le lot n° 2

3.4.7 Modalités de facturation

Le titulaire utilisera exclusivement le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <http://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de déposer ses factures ou les saisir directement sur le portail Chorus Pro.

Le numéro de SIRET de la DRAC est : **172 104 606 000 14**

3.4.8 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG, l'état d'acompte mensuel ne sera pas notifié au titulaire par ordre de service.

3.4.9 Délai de paiement

En cas de dépassement des délais légaux de paiement, des intérêts moratoires seront calculés au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

3.5 Travaux en régie

Il n'y aura pas de travaux en régie

ARTICLE 4 – DÉLAI(S) D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES

4.1 Délai d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés dans un délai global de **19 mois, décomposé en une tranche ferme de 11 mois (dont un mois de préparation) et une tranche optionnelle de 8 mois.**

Ce délai sera fixé par ordre de service.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours (dix jours) ouvrables.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels dépassera l'intensité limite ci-après :

| Nature du phénomène | Intensité limite |
|------------------------|--|
| Vent | 70 km/heure pendant 3 jours consécutifs |
| Pluie | 20 mm/jour pendant 3 jours consécutifs |
| Température (gel) | 0 degré Celsius pendant 3 jours consécutifs |
| Température (canicule) | plus (+) 35 degrés Celsius pendant 3 jours consécutifs |
| Neige | 10 cm d'épaisseur |

4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avances

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

L'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1/3000^e H.T du montant H.T du marché.

Ces pénalités seront appliquées sur chaque exécution partielle et seront retenues sur les situations mensuelles, étant entendu que le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte définitif.

Il sera prévu aussi une pénalité de 80,00 € par absence aux rendez-vous de chantier, de 30,00 € par retard de plus d'un quart d'heure aux dits rendez-vous.

En cas d'avance dans l'achèvement des travaux, l'entrepreneur ne bénéficiera pas de prime d'avance.

4.4 Remise en état des lieux

Conformément au C.C.A.G.

4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retards dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 80,00 € (Quatre vingt Euros) sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Cautionnement

Sans objet

5.2 Avance

Il sera fait application de l'**option A** de l'article 10.1 du CCAG. Une avance peut-être accordée au titulaire, son montant est fixé à 30% du montant TTC du marché. Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant exécuté atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%. Le titulaire fera connaître dans l'acte d'engagement s'il refuse cette avance. Son silence vaudra acceptation.

5.3 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois :

- aux travaux exécutés directement par l'entrepreneur titulaire du marché.
- et à ceux exécutés par chaque sous-traitant chargé de l'exécution d'une partie de l'ouvrage.

ARTICLE 6 – PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant quantitatives que qualificatives sur le chantier.

6.3.2 Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Sans objet.

7.2 Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 – PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation.

Sa durée est de 1 mois à compter du début du délai d'exécution des travaux.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre :

- Mise à disposition de tous les renseignements dont ils disposent pour l'élaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution

- Par les soins de l'entrepreneur :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier (et des ouvrages provisoires) prescrit (s) par l'article 28.2 du C.C.A.G.
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails, nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-après.
- Établissement du planning détaillé des travaux, par corps d'état et par tâches.
- Présentation pour validation du matériel d'éclairage.

Un exemplaire en sera affiché dans les locaux de rendez-vous de chantier et sera remis à jour hebdomadairement.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Les plans d'exécution des ouvrages, schémas, plans de fabrication et de montage sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard 10 jours après leur réception.

8.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

- 8.3.1 La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
- 8.3.2 La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.4 Organisation sécurité et hygiène des chantiers

- 8.4.1 L'installation de chantier de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes, données par le maître d'ouvrage ;
- Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôt provisoires de matériels et matériaux :

Aire de chantier délimitée et clôtures existantes

- Dans les conditions suivantes :

Les lieux doivent être livrés en fin de travaux dans l'état prévu au C.C.T.P. et dans le délai prévu pour le "Repliement des installations de chantier".

8.4.2 Toutes les mesures particulières nécessaires concernant la sécurité, la protection de la santé et des conditions de travail seront pris par l'entrepreneur.

8.4.3 Mesures particulières

L'Entrepreneur du **lot n°1 Installation de chantier – Échafaudages**, aura à sa charge :

- la fourniture, la pose, l'entretien et la dépose du panneau de chantier. (modèle imposé par la DRAC et montant mentionné dans la DPGF)
- installation de locaux pour les rendez-vous de chantier compris mobilier, éclairage et chauffage.
- installation d'une armoire électrique de chantier, compris livraison et raccordement.
- alimentation en eau du chantier.

Cette liste n'est pas limitative, l'entreprise devant d'une manière générale toutes les installations de chantier nécessaires aux travaux.

Les frais inhérents à ces installations sont à la charge de l'entreprise.

8.4.4 Diagnostics – Amiante/Plomb

Néant

8.5 Coordination sécurité et protection de la santé

Un coordonnateur SPS de niveau 2 (phases conception et réalisation) a été recruté pour cette opération : **Le SPS sera désigné ultérieurement.**

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants. Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants : Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Locaux pour le personnel : Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :

- 1- Libre accès du coordonnateur S.P.S. : Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.
- 2- Obligations du titulaire : Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. le P.P.S.P.S., tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier, dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation les effectifs prévisionnels affectés au chantier, les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur, la copie des déclarations d'accident du travail.

8.6 Dispositions relatives à la sécurité incendie

Sécurité incendie du chantier

Pour des raisons de sécurité des personnes mais aussi de préservation du monument vis-à-vis des risques d'incendie, le chantier est strictement non-fumeur. Toute infraction à cette règle constatée de façon flagrante pourra entraîner l'exclusion immédiate et définitive de la personne concernée. La présence de mégots sera considérée comme l'indice d'une infraction à cette règle, et fera l'objet d'une pénalité à charge de l'entreprise manifestement en cause (suivant localisation) ou, en cas d'impossibilité d'identifier l'entreprise responsable, la pénalité sera portée au compte prorata. pénalité pour présence de mégot sur le chantier : 500 €

Les matériaux inflammables (notamment bouteilles/bonbonnes de combustible ou autres liquides inflammables) seront stockés dans un container isolé et sécurisé proche de la base vie et à l'écart de tout stockage de matériau combustible.

En fin de journée, coupure de courant générale systématique des installations électriques de chantier, par coffret à clé.

Précautions particulières pour points chauds :

- permis feu 48 h avant travaux, sur modèle remis par la DRAC (en annexe au présent CCAP), à transmettre à l'architecte pour visa puis signature DRAC-CRMH
- pas de points chauds 2 h avant la fin de la journée
- ronde de vérification 2 h après points chauds effectuée à la caméra thermique obligatoirement

ARTICLE 9 – CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.

9.1.1 Tous les travaux seront soumis à un bureau de contrôle à la charge du maître de l'ouvrage.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 6.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

9.1.2 Le maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées, ou par l'application d'un prix du bordereau.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

9.2 Réception

Sauf dispositions figurant au C.C.T.P. relatives :

- Aux épreuves qui doivent être exécutées après une durée déterminée de remise des ouvrages.

- Aux épreuves ou vérifications qui ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année.
- À l'obtention de performances ou de rendements fixés au préalable, avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus et pour lesquelles la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours (quinze jours), à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

En cas de marché à tranches, Il sera procédé à une réception partielle des ouvrages réalisés. (article 42 du CCAG).

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents fournis après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.5 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Il sera conforme aux stipulations du C.C.A.G.

9.6 Garanties particulières

Sans objet.

9.7 Assurances

À la remise des offres, toutes les entreprises devront justifier qu'ils sont titulaires des assurances.

9.8 Procédure contentieuse - Arbitrage

Le règlement des différends entre les parties est décrit à l'article 55 du C.C.A.G.

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents généraux et des normes françaises homologuées ci-après.

A/ C.C.A.G.

Dérogation aux articles 15 et 16 par l'article 3.2.1 et 3.2.2 du C.C.A.P.
Dérogation à l'article 14.3 par l'article 3.2.2 du C.C.A.P.
Dérogation à l'article 12 par l'article 3.4.3 du C.C.A.P.
Dérogation à l'article 12.2.2 par l'article 3.4.8 du C.C.A.P.
Dérogation à l'article 10.1, par l'article 5.2 du C.C.A.P.
Dérogation à l'article 28.1, par l'article 8.1 du C.C.A.P.
Dérogation aux articles 41.1 à 41.3 par l'article 9.2 du C.C.A.P.

B/ C.C.T.G.

Chapitre 17 du fascicule technique des ouvrages de maçonnerie.
Chapitre 8 du fascicule technique des ouvrages en bois.

C/ Toutes dérogations aux documents généraux énumérées dans les C.C.T.P des différents lots.

Établi par le maître d'ouvrage

Lu et Accepté :

L'entrepreneur